Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

65 | 2020

De la Montagne au Plâtal

Le transfert vu de Palaiseau

Hervé Martin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2682>

DOI : 10.4000/sabix.2682

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 71-106

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Hervé Martin, « Le transfert vu de Palaiseau », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 65 | 2020, mis en ligne le 03 septembre 2020, consulté le 12 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2682> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.2682>

Le transfert vu de Palaiseau

*Hervé Martin**

L'objectif du présent article est de donner à nos lecteurs la vision du transfert de l'École tel qu'il fut vécu à l'époque par les Palaisiens, de leur offrir en quelque sorte un « contrechamp » cinématographique à une vision exclusivement parisienne de cet événement marquant dans l'histoire de l'École.

La ferme de la Vauve, un emplacement non dénué d'histoire...

Fig. 1 : vue aérienne du chantier de construction de l'École à l'été 1972.

© Archives Ecole polytechnique.

* Administrateur de la SABIX et président de l'association Mémoire de Lozère.

A l'époque du transfert, au milieu des années 1970, le sentiment largement dominant parmi les transférés, élèves ou personnels de l'École, était de devoir quitter un quartier situé dans le cœur historique de Paris pour une « morne plaine »¹ inhabitée et sans âme.

Contrairement à ce jugement peu flatteur, probablement hérité des historiens du XIX^e siècle, le site retenu sur le plateau de Palaiseau pour accueillir l'École, propice à l'agriculture, a pourtant livré nombre de ves-

tiges d'une très ancienne présence humaine dès le Néolithique (environ 3000 ans avant J.-C.)².

L'emplacement choisi pour l'implantation de l'École correspondait aux terres de la ferme de la Vauve, la plus importante des trois fermes dont disposait le domaine seigneurial de Palaiseau sur le plateau de Saclay, à savoir La Vauve, Les Granges et Villebois (petite et grande).

Fig. 2 et 3 : emplacement et vue aérienne des fouilles Inrap de novembre 2013.
© Archives École polytechnique et EPPS Capt'air. nov. 2013

1. [Ndlr: voir dans le présent bulletin le début de l'article de Jean-Louis Basdevant « Le témoignage d'un enseignant : l'installation à Palaiseau »].
2. – X-Archéo, *5000 ans d'histoire à l'École Polytechnique* (Association archéologique de l'École polytechnique), ouvrage publié sous la direction de Nicolas Prudhomme (X 98), Ed. E.P., Fév. 2001, (119 p.).
– Jean Cattant, *Les civilisations oubliées des sites désertés de Palaiseau*, Ed. M.J.C. de Palaiseau, 1978, (265 p.).

Le toponyme de la Vauve (graphie ancienne la Vove) provient vraisemblablement de la Vouivre, créature mythique dont le nom est issu du latin classique « *vipera* », altéré en « *wipera* » sous l'influence de nombreux mots d'origine germanique.

Les Gaulois, puis les Gallo-romains, ont laissé dans ce secteur de nombreux vestiges, qui ont été mis au jour à l'occasion de plusieurs campagnes de fouilles³, qui se sont poursuivies jusqu'à une période récente. La dernière en date, une fouille dite « de sauvetage » conduite par l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives) de novembre 2013 à avril 2014, a permis d'établir la présence d'une vaste ferme gauloise sur une surface qui a progressivement atteint jusqu'à 8 hectares.⁴

Indépendante économiquement, la petite communauté d'une bonne centaine de personnes, participait à des activités d'agriculture céréalière (blé et orge), d'élevage (bovins caprins, ovins), d'artisanat textile et même de métallurgie.

Sans discontinuité d'occupation du site, des amphores contenant du vin, ainsi que des arêtes de poisson et des coquilles d'huîtres ou de moules témoignent des importations lointaines du petit hameau devenu romain.

Dans ce bref survol historique, je n'aurai garde d'oublier Thomas Gobert (1630-1708), le concepteur et réalisateur de l'extraordinaire système d'ouvrages d'art hydrauliques destinés à acheminer les eaux du plateau de Saclay jusqu'à Versailles pour alimenter les fontaines des grandes eaux du château du roi Soleil. Hormis le pompage des eaux de la Seine

par la célèbre machine de Marly, les eaux y étaient amenées uniquement par gravité, et traversaient la vallée de la Bièvre par l'aqueduc de Buc, qui existe toujours aujourd'hui. L'extrémité Est du dispositif était constituée par les rigoles de Palaiseau et de Corbeville, cette dernière se situant à proximité immédiate de l'École polytechnique, entre celle-ci et les bâtiments de la ferme de la Vauve.

En raison du très faible dénivelé jusqu'à Versailles, le « *cy-devant Intendant des Bâtiments du Roy* » Thomas Gobert développa pour lever sur le terrain les plans du réseau un ingénieux niveau à lunette d'une remarquable précision pour l'époque, dont il donne une description détaillée dans son *Traité des forces mouvantes*, publié en 1702.

Fig. 4: gravure montrant le niveau à lunette mis au point par Thomas Gobert.

© ADER 2017.

3. Cf. URL: <https://www.inrap.fr/campus-de-l-École-polytechnique-4426>

4. Hervé Guénot, *Des Gaulois sous X*, article publié dans « Le Journal du Dimanche » du 27 avril 2014. (URL: <https://www.lejdd.fr/JDD-Paris/Des-Gaulois-sous-l-École-Polytechnique-a-Palaiseau-663455>)

Le titre exact de cet ouvrage, dont l'ADER⁵ a eu l'excellente idée d'éditer un facsimile en 2017⁶, est le suivant :

Fig. 5: page de titre du *Traité* de Thomas Gobert.

© ADER 2017.

« *TRAITÉ pour la pratique des forces mouvantes qui fait connaitre l'impossibilité du Mouvement perpétuel par la nécessité de l'Équilibre et une supputation de la pesanteur du Globe de la Terre avec un moyen pour le soutenir par la Démonstration.*

Précédé d'un discours sur la Certitude, l'Étendue et l'Utilité des Mathématiques.

A la fin duquel l'auteur a mis la Figure d'un Niveau qu'il a inventé & un récit de la manière dont il s'en est servi pour assembler & conduire les Eaux des Plaines de Saclay à Versailles :

Ouvrage utile à ceux qui auront à conduire ou à faire conduire des Eaux. »

Rien d'étonnant dans ces conditions, que le boulevard de création récente qui longe la rigole de Corbeville d'Est en Ouest, en bordure sud du quartier ouest de Polytechnique (QOX), porte le nom de Thomas Gobert, que l'ADER peut à bon droit qualifier de « Premier ingénieur du plateau de Saclay ».

5. Créée en 2004, l'Association de défense des étangs et rigoles du plateau de Saclay (ADER) s'attache depuis lors à promouvoir auprès des pouvoirs publics la réhabilitation de ce réseau, qui fut saccagé dans les années 1950 par l'urbanisation (coupure Nord/Sud par la RN 118), mais qui, au-delà de sa fonction initiale de collecte des eaux de ruissellement, permettrait d'assurer non seulement un drainage du plateau favorable à l'agriculture, mais aussi une meilleure maîtrise du risque d'inondations dans les trois vallées limitrophes, et le maintien de la biodiversité et des corridors écologiques.

6. *Traité des Forces Mouvantes - Conduire les eaux des plaines de Saclay à Versailles, MDCCII, Thomas Gobert Intendant du Roy, Premier ingénieur du plateau de Saclay.*

Édité par ADER www.ader-saclayversailles.org en partenariat avec l'AGPV (Association « Les Amis du Grand Parc de Versailles ») www.grandparcdeversailles.org, 4T-2017, (90 p.), ISBN : 918-2-9540133-5-0.

Fig. 6: carte extraite de l'« Atlas des plans de Palaiseau » édité en 1782.
(Archives nationales, photo de l'auteur).

Propriété des religieux de l'abbaye St Eloy de Longjumeau en 1388, la ferme de la Vauve fera l'objet en 1758 d'un échange entre Louis XV et Elisabeth-Alexandrine de Bourbon-Condé, dite Mademoiselle de Sens. A la suite du décès de cette dernière, son demi-frère, Louis Joseph de Bourbon Condé, en hérite en 1765.

Le prince de Condé ayant émigré au lendemain du 14 juillet 1789, tous ses biens sont placés sous séquestre, et vendus comme Biens nationaux. Le 24 mai 1794 (5 prairial An II), la ferme est adjugée pour la somme de 280 000 Livres au citoyen Leture, qui la cède quelques jours plus tard (12 prairial) au citoyen Christophe-Philippe Oberkampf.

Ce dernier, qui avait fondé dès 1760 à Jouy-en-Josas la première manufacture de toiles imprimées sur plaques de cuivre (indiennes), devenue manufacture royale en 1783, fit également l'acquisition de la ferme voisine des

Granges, car il tenait à préserver la pureté de l'eau de la Bièvre, vitale pour son activité.

Fig. 7: portrait de
Christophe-Philippe Oberkampf
sur fond de motifs de toile de Jouy.
© Les falbalas de mademoiselle Rose.com.

La Vauve restera la propriété de la famille Oberkampff et Mallet-Oberkampff jusqu'en 1885, date à laquelle elle fut acquise par la famille Isambert, qui en possède encore les bâtiments aujourd'hui.

La vente des terrains agricoles de la Vauve à la Caisse des dépôts et consignations en 1959 marque le début du long processus qui aboutira à l'implantation sur ce site de l'École polytechnique

Né dans la ferme, Emile Isambert (1923-2018), grande figure locale disparue récemment à l'âge de 95 ans, a laissé des textes émouvants sur les souvenirs et les transformations qu'il y a personnellement vécus

depuis son enfance⁷, jusqu'au moment où son père (dont il avait pris la succession à la tête de l'exploitation familiale en 1952) vendit la quasi-totalité de ses terres agricoles à la Caisse des dépôts et consignations en 1959, puis, après sa propre retraite en 1989, jusqu'à la récente mise en chantier du cluster scientifique, initiée le 6 mars 2006 avec la validation par le CIAT (Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire) du lancement de l'Opération d'Intérêt National (O.I.N.) de Massy, Palaiseau, Saclay, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

L'acquisition par l'Etat en 1959 de l'emprise foncière de la ferme de la Vauve précède de quelques mois les premières évocations en

Fig. 8 à 11 : cartes postales anciennes montrant les moissons à la Vauve au début du xx^e siècle.
(Collection Bernard Bertet, Palaiseau).

7. – Martine Debiesse, *Terres précieuses. Témoignages de femmes et d'hommes qui font l'agriculture du Plateau de Saclay*, éditions Grand Carroi, 2015 (288 p.);
– Emile Isambert, « *In memoriam* » texte cité dans la plaquette *Parcours découverte de l'histoire du plateau* éditée par l'association palaisienne ADPP (A la Découverte du Plateau de Palaiseau).

haut lieu du principe d'un transfert de l'École polytechnique, qui, selon le conseiller maître à la Cour des comptes Jacques Desnues⁸, est validé en 1961.

Deux ans plus tard, en 1963, c'est sur proposition du ministre de l'Agriculture Edgar Pisani que le site de Palaiseau, initialement destiné à accueillir l'Institut national agronomique, sera choisi.⁹

Postérieurement à cette date, la famille Isambert poursuivra l'activité agricole à titre précaire sur les terres de la Vauve et de la ferme voisine des Granges, mais, pendant la décennie qui va suivre, les étapes de la procédure administrative vont se succéder, jusqu'au dépôt du dossier de permis de construire le 10 février 1970 et au lancement du chantier correspondant.

C'est dans les quelques semaines qui précèdent cette date que l'opération projetée va déclencher l'opposition résolue de plusieurs propriétaires riverains directement impactés par la procédure d'expropriation lancée par le ministère de la Défense au moment de l'acquisition des terrains nécessaires.

Grâce aux documents conservés au service des archives de la Ville de Palaiseau, et aux Archives départementales de l'Essonne (département créé le 1^{er} janvier 1968 par démembrement de l'ancienne Seine-et-Oise), il est possible de retracer la chronologie des principaux épisodes de ce que certains jour-

nalistes de l'époque n'hésitèrent pas à qualifier de « bataille de Lozère¹⁰ ».¹¹

Fig. 12 : article publié dans Paris-Jour des 31 janvier-01 février 1970. (Archives privées Simone Herbold, photo de l'auteur).

8. LE DEPLACEMENT DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE SUR LE PLATEAU DE PALAISEAU - RAPPORT à fin de décision sur la comptabilité administrative du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE. (Réf. 77 – 086) COUR DES COMPTES - 2^e Chambre - M. DESNUES, Conseiller Maître, le 18 janvier 1977.
9. Christian Hottin, *Les délices du campus ou le douloureux exil - Trois grandes écoles parisiennes face à leur transfert (ca.1950 – ca 1980)*, revue Histoire de l'éducation, 102 – 2004, p. 267-293/
URL: <http://journals.openedition.org/histoire-education/721>; DOI: 10.4000/histoire-education.721.
10. Du nom du quartier situé à l'extrémité ouest de la commune de Palaiseau, limitrophe d'Orsay et au voisinage immédiat du site d'implantation de l'École, en contrebas de celui-ci (cf. station du RER B « Lozère - École polytechnique).
11. *Les « X » livrent la bataille de Lozère*, article signé Marcel Cohen publié dans le quotidien Paris-Jour daté des 31 janvier/1^{er} février 1970, (p. 25), archives privées Simone Herbold, Palaiseau. [Ndrr: cet article annonce la création d'un « musée à la gloire de l'École et de ses anciens et parfois illustres élèves ». Ce musée, le Mus'X a vu le jour en... 2018, grâce à l'action de divers sponsors regroupés dans une association qui a fusionné avec la SABIX en 2019. Voir <https://www.polytechnique.edu/fr/musx-musee-ecole-polytechnique>].

Parmi les premiers signes avant-coureurs de l'opération ayant fait naître des craintes chez les propriétaires lozérois voisins du site d'implantation de l'École, on relève deux documents datés de l'année 1965¹² :

- un certificat d'urbanisme délivré à un particulier désirant acheter une propriété situé dans le périmètre concerné, qui porte la mention « Propriété susceptible d'être touchée par l'implantation des grandes Écoles » ;
- une lettre de Roger Macé, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme dépendant du ministère de la Construction en date du 7 juillet 1965, qui laisse entendre que les propriétés voisines du chantier de construction de l'École seront « à peine écornées au niveau de la pointe nord bordant le chemin de la Hunière ».

Les inquiétudes de la municipalité de Palaiseau

Avant d'en venir à l'opposition manifestée par les propriétaires privés directement impactés par l'opération initialement projetée et par l'ensemble des Lozérois, il faut relever des réserves a priori plus surprenantes, venant des élus locaux de la municipalité de Palaiseau.

En dépit de l'intérêt évident pour une ville d'importance moyenne comme Palaiseau (environ 26 000 habitants à l'époque) d'accueillir sur son territoire une Grande école aussi ancienne et prestigieuse que l'École polytechnique, les élus de la ville, à commencer par le maire André Hardy, ne peuvent s'empêcher d'exprimer des craintes quant à l'impact potentiel du transfert d'un établissement de cette dimension sur l'ensemble des infrastructures communales concernées, et par voie de conséquence sur le budget communal.

Dans la décision d'accord préalable notifiée le 23 avril 1969, puis à nouveau dans la lettre transmettant le permis de construire avec avis favorable au directeur départemental de l'Équipement de l'Essonne en date du 19 mars 1970¹³, le maire de Palaiseau fait part de ses « observations et réserves », et dresse une liste exhaustive des aménagements qui devront être réalisés sur les différents réseaux collectifs de la commune, qu'il s'agisse de l'alimentation en eau potable, des réseaux d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales), téléphonique, de gaz ou d'électricité.

Non sans y avoir ajouté la nécessaire création de nouvelles voiries pour remplacer celles incorporées dans l'emprise de l'École (« (...) chemin vicinal n° 3, dit de la Vauve aux Granges (...) »), et un rappel sur la nécessité, impérative à ses yeux, de renforcer la desserte du plateau par les transports en commun ainsi que la capacité de stationnement à proximité des trois gares de la commune desservant le site (Palaiseau, Palaiseau-Villabon et Lozère), il conclut son mémorandum par un paragraphe explicite :

« Considérant que la commune de PALAISEAU, du fait de son caractère résidentiel, se trouve sans grandes ressources, nous insistons pour que les équipements universitaires ou autres envisagés par l'État ne soient en aucun cas une charge financière de quelque ordre qu'elle soit pour le budget communal.

La Commune se voit donc dans l'obligation de réclamer à cet égard, toute convention nécessaire avec l'État de manière à ne pas être contrainte d'assumer les charges qui incombent normalement aux services constructeurs.

Nous désirons que tous les revenus dont le budget Communal aurait pu normalement

12. Sources : archives privées Pierre Chamaillard (1916-2012), Palaiseau, et *Lozère-sur-Yvette, à l'ombre du Cèdre*, ouvrage collectif publié par le GRAAL (Groupe de Réflexion, d'Action et d'Animation de Lozère), 1990 (152 p.).

13. Archives départementales de l'Essonne, Cote : 1011W/396, Origine : Sous-Préfecture de Palaiseau (Service producteur).

bénéficier s'il s'était agi de constructions traditionnelles soient intégralement versés, soit sous forme ordinaire :

- taxe de déversement à l'égout,
- taxe sur les ordures ménagères,
- contributions foncières des propriétés bâties et non bâties,
- contributions mobilières,
- taxe d'habitation,
- etc...

soit sous forme d'une compensation par l'État, basée sur l'évaluation du produit des impôts ci-dessus, dans le même esprit de l'allocation de l'État pour exonérations fiscales (art. 6 du décret du 20 mars 1957) destinée à compenser les Communes de la perte de recettes provenant des décisions gouvernementales qui exonèrent pendant 15 ou 20 ans de la contribution foncière des propriétés bâties les promoteurs de constructions d'habitations. »

Les requêtes adressées à l'État en 1970 par André Hardy seront reprises par son successeur Robert Vizet qui, redevenu maire de 1971 à 1979 après un premier mandat de 1959 à 1965, vécut l'essentiel du chantier de construction et l'arrivée des premières promotions.

Ces doléances seront pour la plupart prises en considération et satisfaites au fil des ans, même si, près de cinquante ans plus tard et dans un contexte il est vrai considérablement élargi, un certain nombre d'entre elles, notamment en matière de voirie et de transports publics, sont toujours d'actualité...

Venons-en maintenant au récit de l'opposition manifestée par les habitants du quartier le plus proche du site d'implantation de l'École, puis par l'ensemble des Palaisiens.

Une fronde brève mais intense

Même si, comme noté plus haut, les premiers indices d'un impact potentiel sur les futurs riverains lozérois de l'École avaient suscité quelque inquiétude parmi eux dès 1965, l'événement qui met le feu aux poudres localement est le lancement de l'enquête d'utilité publique préalable à l'acquisition du foncier.

Cette dernière doit être réalisée par l'Agence foncière et technique de la région parisienne : créée par décret du 14 avril 1962, modifié par ceux du 1^{er} avril 1967, puis des 10 juillet et 1^{er} octobre 1968, cette entité est chargée « *de procéder à l'acquisition par voie amiable ou par expropriation des immeubles ou terrains nécessaires à l'implantation de l'École polytechnique* », avant de les rétrocéder aux promoteurs publics ou privés. Au cas particulier, la partie prenante est le ministère de la Défense.

Fig. 13 : affiche de l'enquête parcellaire.
(Archives départementales de l'Essonne
[ci-après « AD-91 »], photo de l'auteur).

Le 19 décembre 1969, un arrêté du préfet de l'Essonne organise une enquête d'utilité publique, qui est ouverte en mairie de Palaiseau du 20 janvier au 7 février 1970.

Le 5 janvier 1970, une lettre enjoint à tous les propriétaires concernés de remplir et de signer un questionnaire à renvoyer avant la date de clôture de l'enquête.

La procédure soulève aussitôt l'hostilité des destinataires, qui se réunissent quelques jours plus tard pour fonder l'Association de défense et d'étude des intérêts des riverains de l'École polytechnique (ADEIRP)¹⁴, dont la présidence est confiée à Bernard Dauverné, conseiller municipal domicilié à Lozère au pied du coteau (au 17, avenue d'Orsay).

Le motif de la rébellion est simple : les expropriations prévues par le ministère de la Défense vont largement au-delà de la surface nécessaire à l'édification des bâtiments de l'École sur le plateau.

Englobant la majeure partie des espaces boisés surplombant la gare de Lozère, elles descendent jusqu'aux propriétés bâties situées au pied du coteau, et, de ce fait, « avalent » le chemin rural n° 46 de la Hunière et des Joncherettes, qui, depuis les abords de la gare de Lozère, permet de gravir les quelque 75 m de dénivelé séparant cette dernière de la bordure boisée du plateau.

Fig. 15: détail du plan parcellaire montrant l'annexion prévue du chemin rural n° 46. (AD-91, photo de l'auteur).

14. Déclaration à la Sous-Préfecture de Palaiseau du 28 janvier 1970, publiée au J.O.R.F. du 6 février 1970.

Fig. 16: tract diffusé par l'ADEIRP
le 14 janvier 1970.
(AD-91, photo de l'auteur).

Dès le 14 janvier 1970, l'ADEIRP diffuse par voie de tract un appel aux habitants pour la défense des espaces verts de Lozère contre les expropriations prévues : le texte exige un strict respect de l'emprise initialement prévue des 175 hectares correspondant au plateau de la Vauve, et délimité par le chemin de la Hunière précité, puis par la bordure du plateau, ceci de façon à préserver :

« (...) la libre circulation des habitants de LOZÈRE et des élèves des écoles dans les seuls lieux permettant le délassement ou une promenade récréative et éducative le long d'un chemin écarté du trafic routier, bordé d'espaces boisés où la Nature existe encore. »

L'association multiplie les démarches : diffusion de tracts sur le marché de Lozère, affiches, lettres aux journaux, interventions auprès du préfet et du ministre de la Défense Michel Debré.

Fig. 17: tract diffusé par l'ADEIRP en janvier 1970.
(Archives privées Pierre Chamaillard, photo de l'auteur).

Le 23 janvier 1970, le tract ci-dessus, qui a marqué les esprits localement, est adressé au préfet par le service des Renseignements généraux, en pièce jointe d'une note¹⁵ lui rendant compte de la création de l'ADEIRP et de ses agissements (cf. fig. 18 ci-après).

15. Archives Départementales de l'Essonne, note du service des Renseignements Généraux en date du 23 janvier 1970
Cote 1011W/37 Origine: Sous-Préfecture de Palaiseau (service producteur et service versant).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE
DIRECTION DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

RG. SÉRIE: 92 3 4

ORIGINE		EXPÉDITION		RÉFÉRENCE		CLASSÉMENT	
NUMÉRO	POSTE	NATURE	DATE	INDICATEUR	DATE	CATÉGORIE	DOSSIER
92	3	28 Groupe	23.1.1970	9	116		

PIECES JOINTES

OBJET: 1/3 création d'une association de Défense et d'étude des intérêts des riverains de l'Ecole Polytechnique.

DESTINATAIRES: M. LE PRÉFET, LE DIRECTEUR DES A.G., M. F. PALISSON, M. G. VERGALLIS, M. J. J. J.

TIMBRE À L'ARRIVÉE

ENREGISTREMENT

DIFFUSION

COTE D'EXPLOITATION

CLASSÉMENT

OBSERVATIONS

RÉSUMÉ: Cette association protège contre l'extension des terrains destinés à la future Ecole Polytechnique. Elle avance que les habitants du quartier de Lozère à PALAISEAU vont être lésés par les expropriations prévues.

Les riverains de la future Ecole Polytechnique qui doit être édifiée sur le plateau de PALAISEAU ont décidé de créer une association de Défense.

Les riverains protestent contre l'extension du périmètre d'utilisation de l'Ecole Polytechnique. Il s'agit surtout des habitants du quartier de Lozère à PALAISEAU qui prétendent que cette extension des terrains destinés à l'Ecole Polytechnique va les priver de la jouissance des espaces verts et va susciter de nouvelles expropriations.

Le principal animateur de ce comité est M. DAUVERNE, NE Conseiller municipal (contrainte) de PALAISEAU.

Ce comité a déjà diffusé des tracts et apposé des affiches intitulées: "NON A LA BOULIMIE DE L'Ecole POLYTECHNIQUE".

Plus de 100 personnes ont signé cette nouvelle alliance.

M. DAUVERNE, Bernard.
17 Av. d'Orsay, Palaiseau (Lozère).

Fig. 18: note des Renseignements généraux du 23 janvier 1970.
(AD-91, photo de l'auteur).

Fig. 19: autre tract de l'ADEIRP (janvier 1970).
(Archives privées Simone Herbold,
photo de l'auteur).

Un des meneurs de la fronde : le philosophe Gilbert Simondon (1924-1989)¹⁶

Fig. 20 : Gilbert Simondon (années 1960).
(© Archives familiales Simondon).

Normalien et agrégé de philosophie, Gilbert Simondon, jusque-là en poste au lycée René Descartes de Tours, est d'abord nommé en 1963 maître de conférences, puis en 1965 pro-

fesseur à la Sorbonne (chaire B de Psychologie). C'est à cette époque qu'il fait l'acquisition pour son épouse et leurs sept enfants d'une grande maison en pierre meulière située juste au-dessus du marché de Lozère, sur un vaste terrain boisé de 9 700 m² à flanc de coteau, où il habitera jusqu'à la fin de sa vie.

Dès la création de l'ADEIRP, dont il est l'un des cofondateurs, il y prend une part active en qualité de vice-président, et, comme ses voisins lozérois, met ses relations parisiennes au service de la défense de l'intérêt général, bafoué selon lui par la procédure d'expropriation lancée par l'Agence foncière et technique de la région parisienne pour le compte du ministère de la Défense.

16. Connu notamment pour ses deux thèses « Du mode d'existence des objets techniques » et « L'individuation à la lumière des notions de forme et d'information », voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Gilbert_Simondon .

Peu de temps après, il rédige une lettre ouverte¹⁷, qui est publiée le 29 janvier 1970 dans le journal « Les Nouvelles de l'Yveline à l'Essonne » :

**« GRANDS ESPACES
POUR GRANDES ÉCOLES
Les expropriations dans la Vallée
des Sciences**

La presse a déjà publié des informations sur l'implantation des Grandes Ecoles parisiennes dans la banlieue sud: l'Ecole des Hautes Études Commerciales s'est installée à Jouy-en-Josas, l'Institut national agronomique et l'Ecole Polytechnique doivent être transférés sur le plateau de la Vauve à Palaiseau.

Tous se féliciteraient de cette «décentralisation» et se réjouiraient du brillant avenir de ce que l'on a appelé la «Vallée des Sciences», si ces aménagements ne risquaient pas d'entraîner pour les riverains des expropriations abusives et pour les habitants des communes la perte des lieux boisés naturels.

L'Ecole Polytechnique, dont le tracé initial se limitait au plateau de la Vauve (emprise de 175 hectares), a décidé récemment d'englober dans son périmètre la presque totalité des espaces boisés dominant la vallée de l'Yvette, entre Palaiseau et Orsay. Ces pentes très abruptes, soumises aux règlements impératifs de l'Administration des Eaux et Forêts, ne doivent pas être déboisées, et ne se prêtent ni à la construction d'immeubles, ni à l'aménagement de routes. Pour quelle raison les enlever à leurs propriétaires et à la jouissance des habitants de la commune ?

Au nom de quelle «utilité publique» justifie-t-on de telles expropriations? Si le nouvel occupant a besoin non seulement du terrain

sur lequel il bâtit, mais de tout le site environnant pour s'assurer ce qu'on appelle en termes d'urbanisme le «prospect», que ne doit-on pas craindre des futurs aménagements de la région parisienne et des énormes dépossessions qu'ils entraîneront fatalement ?

Le projet d'implantation des Grandes Ecoles doit être suivi avec attention. Il peut créer un précédent très dangereux. C'est la notion d'«utilité publique» qui, singulièrement et arbitrairement élargie, est remise en cause. »

Sur le registre d'enquête parcellaire ouvert en Mairie de Palaiseau conservé à Chamarande aux Archives départementales de l'Essonne¹⁸, on peut lire les observations écrites consignées de sa main, que chacun des membres de l'association de défense s'est fait un devoir d'inscrire à son tour en des termes identiques.

« Palaiseau, le 5 février 1970 (...)

A titre personnel et en tant que membre de l'ADEIRP, je m'oppose à la mesure d'expropriation dont je suis l'objet.

Le motif invoqué (utilité publique) ne correspond pas à la destination réelle.

Je demande la conservation du chemin communal de la Hunière auquel ma propriété a accès (nos 219, 221, 223, 225 et 227), et j'exige en conséquence le changement du tracé de la zone d'implantation actuelle et le retour à l'ancien tracé se limitant au plateau de la Vauve.

Notes :

1) refuge pour oiseaux agréé par la LPO¹⁹ en 1957.

17. Archives Départementales de l'Essonne, *Les nouvelles de l'Yveline à l'Essonne* n° 1157 du 29 janvier 1970, page 1, cote JAL17/5.

18. Archives Départementales de l'Essonne, cote : 963W/31, Origine : Préfecture de l'Essonne.

19. LPO : Ligue de protection des oiseaux. Gilbert Simondon inscrira aussi sa propriété boisée comme « Réserve naturelle libre » auprès de la Société nationale de protection de la nature, 57, rue Cuvier, Paris 5^e, en s'engageant à respecter les engagements de la charte correspondante.

2) utilisation professionnelle et publique (location/Franc symbolique) comme terrain d'étude comportant une station de 14 m² (1958); une autre station de 60 m² est en commande par la Faculté (Paris-Sorbonne): voir détails sur la lettre adressée à Monsieur le Commissaire-Enquêteur le 5 février 1970. »

(signé :) G. Simondon

Le dernier paragraphe, propre à Gilbert Simondon celui-là, fait mention de l'installation sur son terrain d'un premier petit bâtiment permettant le démarrage d'un laboratoire de psychologie animale au profit des étudiants et chercheurs en psychologie expérimentale de la Sorbonne.

Dans une lettre adressée le 5 février 1970²⁰ à l'Agence foncière et technique de la région parisienne en charge de l'acquisition du foncier, Gilbert Simondon indique que cette station de 14 m² « ...chauffée et alimentée en courant, pour les observations, les enregistrements et la prise de vue cinématographique » est destinée aux « études de psychologie comparée, psychologie animale et éthologie » qu'il s'est engagé à développer à la Sorbonne au moment où il a sollicité les suffrages de ses futurs collègues, la faculté de Lettres et Sciences humaines « ne possédant strictement aucune annexe extra muros permettant de telles études ».

Dans ce même courrier, il précise : « En 1968-1969, six étudiants ont réalisé leur contrat de travail, pour le certificat de psychologie générale et comparée, grâce à ces installations, et ont tourné un film documentaire en 16 mm ».

Il ajoute qu'après accord de la faculté de Paris-Sorbonne, « une station plus vaste de 60 m² » devait être implantée « dans une

clairière à faible pente qui se trouve près du chemin de la Hunière, afin de diminuer le terrassement et de permettre aux étudiants et chercheurs d'avoir une entrée par le chemin de la Hunière entièrement indépendante de l'habitation », mais qu'à réception de la lettre recommandée lui notifiant la procédure d'expropriation, la commande correspondante d'un baraquement de chantier, passée le 9 décembre 1969 et livrable en janvier 1970, a dû être bloquée, et les travaux d'aplanissement préalables à son implantation interrompus.

Quelques jours seulement après la fin de l'enquête d'utilité publique (clôturée le 7 février 1970), le doyen de la Sorbonne, Raymond Las Vergnas, appuie officiellement la démarche de Gilbert Simondon en adressant le 12 février 1970 au ministère de la Défense une lettre²¹ dans laquelle il confirme que la station initiale de 14 m² que celui-ci avait installée dans son terrain boisé devait être remplacée en 1969 par une installation plus grande (60 m²) « afin que les étudiants puissent bénéficier de conditions de travail beaucoup plus favorables. »

Fig. 21 : R. Las Vergnas en 1967.
(© Revue « Livres de France »
Mai 1967/18^e année/n° 5).

Il demande donc que ce terrain « ne fasse pas l'objet d'une expropriation car en définitive

20. Archives départementales de l'Essonne, lettre dactylographiée sur papier à en-tête de l'Université de Paris, Faculté des Lettres et Sciences Humaines – Sorbonne, cote 963W/31 Origine : Préfecture de l'Essonne.

21. Archives privées Pierre Chamaillard (1916-2012), Palaiseau.

son utilisation sert beaucoup l'enseignement de la Faculté et par là l'intérêt général. »

A la lecture de ces documents d'archives, on ne peut qu'être impressionné par l'activisme déployé à l'époque par Gilbert Simondon, qui, pour les besoins de la cause, a parfois pris quelques libertés avec les dates... Au cas particulier, cette énergie ne peut être totalement déconnectée de la défense de l'intégrité de sa propriété immobilière et de l'intérêt des siens, et il apparaît évident qu'il fit feu de tout bois pour faire obstacle à la procédure administrative engagée, qui, si elle avait abouti, aurait amputé son terrain de pas moins de 5 328 m² sur une surface totale de 9 723 m².²²

Mais tous ceux qui ont connu de près l'éminent philosophe, très attaché à ses racines terriennes, peuvent témoigner de sa grande sensibilité à tout ce qui concernait la nature, et les êtres vivants quels qu'ils soient : les mauvais traitements aux animaux l'indignaient profondément, et le simple élagage trop sévère d'un arbre suffisait à le mettre viscéralement mal à l'aise. La sincérité de son engagement en faveur de la préservation des espaces naturels ne saurait donc être mise en doute.

En outre et surtout, il devint vite évident que l'argument initialement avancé par le ministère de la Défense pour justifier des expropriations extensives, à savoir le risque que les logements des cadres de l'École ne soient un jour surplombés par des bâtiments construits sur les terrains expropriés ne résistait pas à un examen sérieux.

Des riverains influents...

Au-delà du seul cas de Gilbert Simondon, on s'aperçoit que le noyau des riverains les

plus militants de l'association de défense disposait d'un réseau étendu de relations dans les sphères locales et parisiennes de la haute administration de l'époque. Dès lors, informés très tôt du projet d'expropriation, les propriétaires les plus directement impactés ont pu mettre celui-ci en œuvre pour exercer un lobbying efficace au service de leur cause.

C'est ainsi que, suivant le témoignage de M^{me} Simone Herbold (cf. encadré ci-après), son mari M. Bernard Herbold connaissait personnellement le futur Premier ministre Michel Rocard.

Selon M^{me} Herbold, c'est par son intermédiaire que les opposants lozérois purent avoir accès au cabinet de Michel Debré, ministre de la Défense de 1969 à 1973.

Bernard Herbold comptait également parmi ses relations Jacques Desnues, conseiller maître à la Cour des comptes, auteur du remarquable rapport de synthèse précité²³ sur le transfert de l'X à Palaiseau.

Fig. 22 : plan annoté montrant l'emplacement des propriétés Simondon et Herbold. (AD-91, photo de l'auteur).

22. Archives Départementales de l'Essonne, cote 963W/31 : État parcellaire n° 20138 en date du 19 décembre 1969, Origine : Préfecture de l'Essonne (Direction de l'Administration Communale).

23. LE DEPLACEMENT DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE SUR LE PLATEAU DE PALAISEAU (voir plus haut note 8 de bas de page 7).

Comme son voisin immédiat Gilbert Simon-
don, Bernard Herbold rédigea également une
lettre ouverte, qui fut publiée dans Le Figaro
du 3 février 1970, pour dénoncer les expro-
priations abusives :

« Lozère-sur-Yvette, simple station de la
ligne de Sceaux, lieu-dit dépendant de
la commune de Palaiseau, mais qui dis-
pose de son école, de son église et de sa
cure, risque de connaître des événements
graves puisque ses enfants se préparent à
la rébellion.

Pourquoi ?

Parce que l'École polytechnique qui doit
s'implanter sur le plateau de Palaiseau sur
200 hectares, alors qu'elle peut disposer
de 350, veut exproprier certaines mai-
sons, s'approprier des bois dont l'inutilité
pour elle est flagrante et priver définiti-
vement Lozère de sa dernière promenade
forestière.

Les enfants de l'école qu'accompagnent
leurs instituteurs n'auront plus de « plein
air », car le chemin de la Hunière sera
fermé derrière les grilles de l'X. Pour-
quoi ?

Le tracé des évictions, insensé, corres-
pond à peu près à ôter à une maison sa
cuisine ou sa salle de séjour.

Personne ne sera satisfait, ni Polytech-
nique, ni Lozère. Une association de
défense s'est constituée, nos enfants en
parlent énormément, ils ont notre encou-
ragement.

Lozère-sur-Yvette était le pays des
peintres il y a trente ans et plus. Il est
encore pour certains de ses habitants,
source de poésie, puisqu'ils chantent sa
rivière (l'Yvette), son bois et son chemin.

Extrait :

Parle-moi donc d'une rivière et d'un grand
chemin creux,
D'une croix cachée par le lierre car moi je
crois en Dieu

...

De cette salle sous les voutes, je me suis
plu à regarder
Le jardin le bois et la route et tout cela m'a
rendu gai

...

La nature, tu sais que je l'aime, elle repré-
sente la vie

Et qu'elle soit montagne ou plaine, à
chaque saison me ravit...

Il sera le petit coin de France à 20 km de
Paris où les très jeunes auront déjà com-
pris qu'un chemin sous bois peut encore
appartenir à tout le monde et ne pas être
le domaine de quelques-uns.

N.B. : les terrains expropriés sont dans
une zone de non édification où le déboise-
ment est excessivement dangereux et for-
mellement interdit (glissement de sol). »

... un prompt renfort au-delà de Lozère...

L'activisme revendicatif des riverains suscite
rapidement l'adhésion non seulement des
Lozérois, mais plus largement de l'ensemble
des Palaisiens, qui souhaitent unanimement
conserver le libre accès au sentier de la
Hunière, seule voie leur permettant d'accé-
der aux espaces verts situés en bordure du
plateau.

Le soutien des parlementaires de la circons-
cription est sollicité, et des contacts sont
également pris avec les exploitants agricoles
présents sur le plateau.

Dans une lettre en date du 7 février 1970²⁴ adressée au commissaire enquêteur en charge de l'enquête parcellaire, Jacques Laureau, président de la section Plateau de Saclay-Grandes écoles de l'association des propriétaires et agriculteurs de la région de Versailles s'étonne de ce que cette enquête intervienne avant même l'examen du plan d'aménagement du plateau de Saclay, que les services de l'urbanisme doivent encore présenter au conseil d'administration du district de Paris, ainsi qu'au Comité consultatif économique et social de la région parisienne et aux municipalités concernées.

Il demande « ...*expressément que l'arrêté de cessibilité exclue les pavillons du périmètre des terrains déclarés cessibles* », au motif que « *l'École polytechnique (...) ne doit pas s'approcher aussi près de Lozère Palaiseau et en exproprier les habitants.* »

Enfin, il demande que la « *la zone agricole prévue pour la réinstallation des maraîchers de Palaiseau soit intégralement maintenue.* »²⁵

Trois jours auparavant, dans une note manuscrite de transmission du dossier au district de Paris en date du 4 février 1970, le conseiller maître à la Cour des comptes Jacques Desnues plaide lui aussi la cause des opposants, qui, selon ses propres termes, souhaitent « obtenir une modification de tracé qui, sans toucher à rien d'essentiel pour l'École, paraît bien préférable non seulement pour les riverains, mais également pour l'intérêt général. »

... aboutissent à un apaisement rapide du conflit

Dès le 25 février 1970, une réunion décisive est convoquée à la sous-préfecture de Palaiseau : en présence de l'ensemble des acteurs du dossier, le sous-préfet Gérard Bélorgey informe les représentants de l'ADEIRP qu'il va proposer que l'Administration renonce à inclure le chemin de la Hunière et les propriétés de ses riverains dans le périmètre d'expropriation, sous la seule condition d'une servitude limitant la hauteur des éventuelles constructions sur les parcelles concernées.

Le 25 mars 1970²⁶, le cabinet du ministre d'Etat, chargé de la Défense nationale, fait savoir au préfet de l'Essonne qu'il accepte ce compromis :

« En ce qui concerne les parcelles en litige incluses dans le périmètre à acquérir dans le but d'empêcher que des constructions neuves puissent un jour dominer les bâtiments de l'École, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la solution proposée par le Sous-Préfet de Palaiseau (constitution d'une servitude réelle sur les parcelles privées avec prise en charge par mon département des seuls frais d'acte à l'exclusion de toutes indemnités) reçoit mon agrément. »

Concernant le problème posé par l'accès au chemin de la Hunière des quelques logements existants, il indique vouloir examiner deux solutions :

« – soit une fermeture du chemin à hauteur de la parcelle 315, l'Armée partici-

24. Archives Départementales de l'Essonne, cote 1011W/37 Origine : Sous-Préfecture de Palaiseau (service producteur et service versant).

25. Ce thème est toujours d'actualité, puisque que, le 27 décembre 2013, un décret n° 2013-1298 a défini le périmètre d'une Zone de protection naturelle agricole et forestière (ZPNAF) qui représente 4 115 hectares protégés, dont 2 469 hectares consacrés exclusivement aux activités agricoles, et 1 646 hectares composés de forêts, cours d'eau, espaces naturels et rigoles. Le 11 octobre 2018, la charte relative à la ZPNAF a été signée par l'EPA Paris-Saclay, les acteurs institutionnels locaux et les représentants du monde agricole, afin d'assurer la pérennité des activités agricoles sur le territoire du plateau de Saclay.

26. Archives départementales de l'Essonne, lettre n° 11844/CAB du 25 mars 1970 adressée au Préfet de l'Essonne.

pant aux frais à engager pour rendre cette voie carrossable dans sa partie Ouest ;
– soit l'acceptation d'une servitude de passage sur sa partie Est. »,

mais renvoie la question à la Direction centrale du Génie pour évaluation avant décision finale.

Le 13 avril 1970, le sous-préfet de Palaiseau adresse une lettre²⁷ au président de l'ADEIRP, Bernard Dauverné, pour lui notifier « avec une réelle satisfaction » cette première avancée.

Un an plus tard, le 27 avril 1971²⁸, la direction centrale du Génie, sous la signature du général Favreau, directeur adjoint, informe le préfet de l'Essonne des conclusions de l'étude réalisée par cette dernière :

« Compte tenu de l'abandon du projet d'acquisition des parcelles privées pour lesquelles l'instauration d'une servitude « non altius tollendi » est en cours, l'affectation du chemin de la Hunière à mon département ne présente plus, désormais, le même caractère de nécessité qu'à l'origine.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans ces conditions, j'ai décidé d'exclure ce chemin de l'emprise de l'École polytechnique. »

Le 21 mars 1972, l'Agence foncière et technique de la région parisienne fixe à « la cote 156 du nivellement général de la France » ladite servitude *non altius tollendi*²⁹.

Enfin, le 30 mars 1973, alors que Robert Galley, le nouveau ministre des Armées succédant à Michel Debré, n'a pas encore pris ses fonctions officiellement, ses services valident deux légères modifications du texte.

Celui-ci stipule que les propriétaires concernés s'engagent :

- « à n'édifier sur les parcelles aucune construction dépassant la cote 156, et à ne pas dépasser la cote 160 de ce même nivellement en ce qui concerne antennes et superstructures expérimentales » ;
- « à augmenter le rideau de verdure avec des plants fournis gratuitement par l'autorité militaire.³⁰ »

Il leur aura fallu deux ans, mais à l'issue de leur mouvement de protestation, le bon sens l'aura finalement emporté, et les frondeurs auront obtenu gain de cause sur l'ensemble de leurs revendications : à la seule condition d'accepter la servitude figurant ci-dessus, qui correspond à l'altitude de la bordure du plateau, ils conserveront l'intégralité de leurs terrains, ainsi que le libre accès au chemin de la Hunière, qui restera ouvert au public.

27. Archives privées Pierre Chamaillard (1916-2012), Palaiseau.

28. Archives départementales de l'Essonne, Lettre n° 001349 - Clt. 96-91 - DCG/D du 27 avril 1971 adressée par le Ministre d'État, Chargé de la Défense Nationale Direction Centrale du Génie, Sous-Direction « Domaine-Logement », Bureau Domaine à Monsieur le Préfet de l'Essonne
Cote 963W/31, Origine : Préfecture de l'Essonne.

29. Archives privées Pierre Chamaillard (1916-2012), Palaiseau.

30. *Ibid.*

Des personnes ayant vécu le transfert témoignent :

M^{me} Simone Herbold raconte...

Fig. 23 : Simone Herbold
© SABIX 2019 (H. Martin)

Épouse de Bernard Herbold (décédé à l'été 2019), un des membres fondateurs de l'ADEIRP (Association de défense des intérêts des riverains de l'École polytechnique), Simone Herbold est née dans la maison qu'elle habite toujours aujourd'hui sur le versant sud du coteau de Palaiseau, en contre-haut du marché couvert de Lozère. Comme indiqué plus haut dans le présent article, la propriété des Herbold faisait partie de celles qui étaient directement impactées par le projet initial d'expropriation du ministère de la Défense.

SABIX : A l'époque, l'opposition au projet d'expropriation venait de ce que les riverains de l'École souhaitaient conserver le libre accès au chemin de la Hunière, et aux espaces boisés du bord du plateau ?

Simone Herbold : Oui, bien sûr ! C'était un lieu de promenade : nous emmenions tous les enfants des écoles se promener sur le plateau. C'était la seule promenade, avec la sablière, en face [Ndlr : au sud, sur la commune de Villebon-sur-Yvette, située sur la rive opposée de l'Yvette]. J'allais y promener les chiens, j'ai toujours connu le plateau, avec les rigoles, leurs bornes à fleur de lys...

On voulait tous garder nos bois, c'est sûr ! De toutes les façons, il ne fallait pas y toucher... Polytechnique n'y aurait pas touché, mais enfin, on n'aurait pas pu aller au bout de notre jardin, comme maintenant, pour, à travers une petite porte, accéder directement au bois, et monter sur le plateau quand on en a envie...

SABIX : Parmi vos voisins de l'époque, il y avait M. Dauverné, le président de l'association de défense des riverains, et vous me disiez tout-à-l'heure que le

tract célèbre de l'ogre polytechnicien en bicornes dévorant les terrains avoisinants (cf. ci-contre) était de la main de son épouse, M^{me} Dauverné, et non, comme on l'a cru à un moment donné, de celle de votre voisin immédiat, le philosophe Gilbert Simondon ?

Simone Herbold : Oui, de M^{me} Dauverné, qui dessinait très bien. M. Simondon n'a pas participé à ce tract, qui a été distribué sur le marché de Lozère. Ce dernier ne se trouvait pas encore à l'époque à son emplacement actuel, mais sur la place de la gare de Lozère, le long de la voie ferrée, avec de l'autre côté le café de la gare.

SABIX : ce tract a été diffusé au moment de l'enquête d'utilité publique...

Simone Herbold : Oui, c'est ça.

SABIX : en fait, la bataille contre l'expropriation n'a pas duré très longtemps, puisqu'assez vite, le ministère de la Défense s'est rendu aux arguments des riverains...

Simone Herbold : Oui : ça s'est solutionné assez vite, de par les relations de M. Simondon et de mon mari, à la banque... nous avons eu accès jusqu'au cabinet de Michel Debré, par l'intermédiaire de Michel Rocard, donc tout s'est solutionné assez vite, et ils sont convenus que le tracé du chemin était très bien, et qu'il n'y avait pas à empiéter davantage sur les bois.

***SABIX :** Michel Rocard travaillait au cabinet de Michel Debré ?*

Simone Herbold : Non : Michel Rocard était un client de mon mari à la banque. Mais ce sont des souvenirs lointains, et je ne me rappelle plus bien où il travaillait à l'époque...

Mon mari avait de nombreuses relations, car il a dirigé plusieurs agences parisiennes, au boulevard St Germain, et au Quartier Latin, tout près de la Montagne Sainte Geneviève.

***SABIX :** une fois l'expropriation initiale annulée, et l'intégralité du chemin de la Hunière restituée aux Lozérois, la fronde s'est arrêtée ?*

Simone Herbold : Oui, bien sûr, on n'en voulait pas aux polytechniciens de s'implanter là-haut, le tout était qu'ils nous laissent avec notre nature en l'état, et qu'ils n'empiètent pas plus bas.

D'autant qu'on ne risquait pas d'avoir un coup d'œil là-haut !

Ce qui était peut-être plus gênant pour l'École, c'était les maisons construites sur le plateau même.

***SABIX :** dans les documents de l'enquête publique conservés aux Archives départementales de l'Essonne, c'est*

vous-même je crois, qui aviez transcrit manuellement des observations sur le registre...

Simone Herbold : Oui, je reconnais mon écriture...

***SABIX :**...le paragraphe convenu entre les membres de l'association, que tous les riverains ont reproduit sur le registre d'enquête publique pour exiger la modification du tracé ?*

Simone Herbold : En effet, on employait les mêmes termes : face à l'expropriation, on « exigeait »...

***SABIX :** Et vous me disiez aussi que le sous-préfet, qui s'appelait Bélorgey...*

Simone Herbold : M. Bélorgey, oui, était venu se rendre compte sur place, de l'utilité ou non d'exproprier nos bois, et il a pu constater que c'était tout-à-fait inutile, puisque nous n'avions aucun regard sur l'École polytechnique elle-même, et tout s'est alors apaisé très vite.

***SABIX :** en définitive, cela s'est transformé en une servitude de hauteur de construction ?*

Simone Herbold : Oui, c'est cela : nous avons eu une servitude, dans les bois, de « *non altius tollendi* », et nous l'avons acceptée.

De toutes les façons, il était interdit de construire, il aurait fallu obtenir un permis de construire, ce qui était impossible dans toute la partie boisée.

Cela s'est bien terminé comme ça, sans problème : ils restaient chez eux et nous restions chez nous !

(Entretien réalisé le 1^{er} février 2019)

*Souvenirs d'une scientifique habitant Lozère ayant vécu l'arrivée de l'X:
Marie-Claire Méry*

Fig. 23 : Marie-Claire Méry
© SABIX 2019 (H. Martin)

Présidente d'une association locale de défense de l'environnement, Marie-Claire Méry est venue dès sa petite enfance habiter avec ses parents dans une maison située à proximité immédiate de l'actuelle station du RER B « Lozère-École polytechnique », voilà maintenant plus de 70 ans, et elle a donc vécu sur place toute la période du transfert de l'École à Palaiseau.

SABIX : *Depuis combien de temps habitez-vous à Lozère ?*

Marie-Claire Méry : J'habite à Lozère depuis 1947, au pied de l'École polytechnique, tout près de la rue Charles Gounod, et du sentier qui s'appelait alors chemin de la Hunière, avant de devenir sentier de l'École polytechnique, puis sentier Edme-François Jomard.

SABIX : *Quels souvenirs avez-vous de la fronde déclenchée dans le quartier par les projets d'expropriation du ministère de la Défense, et par l'enquête parcellaire qui eut lieu à partir de janvier 1970 ?*

Marie-Claire Méry : En fait, on ne croyait pas trop que Polytechnique allait vraiment arriver, bien qu'ayant eu des informations nous assurant que l'École allait déménager de Paris, mais, compte tenu du poids des anciens élèves, dont on savait qu'ils militaient contre ce déménagement, on pensait que ce serait eux qui gagneraient, et que ce transfert ne se ferait jamais.

SABIX : *Vous confirmez que certains riverains avaient des relations...*

Marie-Claire Méry : En réalité, nous n'étions pas directement touchés par les expropriations. Ce qui nous inquiétait, c'était effectivement de ne plus pouvoir rejoindre le plateau, avec les possibilités de se promener dans les chemins qui existaient encore, et les terrains vierges à l'époque.

Les pentes étaient bien boisées, il y avait de nombreux chemins, et on allait beaucoup s'y promener. La forêt domaniale n'était pas encore créée, mais il y avait alors de grands espaces naturels ; on prenait beaucoup moins la voiture que maintenant, et c'était un lieu de promenade presque quotidienne, ou au moins hebdomadaire, pour monter sur le plateau en empruntant le chemin de la Hunière.

SABIX : *... et donc, quand les gens ont su, grâce à l'association de défense des riverains, que le sentier allait être exproprié par le ministère de la Défense, ils se sont manifestés, ont signé des pétitions...*

Marie-Claire Méry : C'étaient surtout les gens directement concernés, ceux qui allaient être expropriés qui ont réagi, je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup d'habitants non concernés par l'expropriation qui aient vraiment participé.

SABIX: *L'annexion, donc l'interdiction d'accès du sentier de la Hunière était le principal motif d'opposition. Vous souvenez-vous de l'ambiance à l'époque, sur le marché de Lozère par exemple, qui n'était pas encore couvert ?*

Marie-Claire Méry: C'était très vivant : il n'y avait pas de supermarchés et donc, effectivement, les gens du quartier se retrouvaient au marché, qui était le lieu de rendez-vous le mercredi, et surtout le samedi.

SABIX: *Une fois l'accès au sentier sauvé, les choses se sont calmées assez vite...*

Marie-Claire Méry: Oui, après, il y a eu d'autres batailles..., mais pour ce qui est de l'accès au plateau, il y a eu gain de cause : je pense que l'École polytechnique ne voulait pas que son arrivée suscite trop de mécontentement chez ses futurs voisins. Il s'agissait surtout d'une question de confort des personnels logés sur place, sinon il n'y avait pas besoin de privatiser le sentier d'accès aux bâtiments principaux ; cela concernait seulement les villas des cadres dirigeants de l'École, qui ne voulaient pas se retrouver sur « cet affreux plateau perdu » et préféraient un environnement boisé.

SABIX: *Vous confirmez que vous avez eu vent très tôt des projets d'expropriation grâce à des relations que vous aviez à Paris (quand je dis vous, je veux dire vous et les riverains), que vous avez été informés très en amont de l'opération par des relations familiales qui travaillaient au ministère de la Défense ?*

Marie-Claire Méry: Oui, par des relations de la famille, qui soutenaient

effectivement que cette opération allait se faire, alors que par les relations des milieux scientifiques, on entendait plutôt le contraire.

SABIX: *Vous êtes vous-même de formation scientifique ?*

Marie-Claire Méry: Oui, j'ai fait une partie de mes études à Orsay et enseigné à la Fac d'Orsay en physique, puis j'ai été directrice des études pour le premier cycle d'Orsay pendant plus de vingt ans.

SABIX: *Près de cinquante ans après, certains problèmes tels que les liaisons plateau-vallée n'ont toujours pas été résolus ?*

Marie-Claire Méry: Nous avons tout de suite dénoncé les problèmes d'accès au plateau, accès routier, mais aussi accès piétonnier, puisqu'au niveau des transports, le bus TCSP (Transport collectif en site propre) qui dessert la zone aujourd'hui, n'existait pas : en fait, il n'y avait pas d'accès direct, en transports en commun, pour l'École polytechnique... je sais bien que les élèves étaient logés sur place, mais rien n'était prévu pour les nombreux chercheurs qui venaient de Paris, d'Orsay ou d'ailleurs, et puis également pour les visiteurs étrangers, en grand nombre pour des colloques, séminaires, etc.

Et donc, il fallait un accès piétonnier à partir de la gare de Lozère, qui s'appelle d'ailleurs aujourd'hui « Lozère - École polytechnique » : les gens descendant à cette gare avaient besoin pour monter sur le plateau d'un sentier qui soit correct, éclairé.

Il faut réaliser qu'à l'époque, il n'y avait pas encore d'escalier, seulement un sentier en terre battue : par temps humide, il fallait des bottes...

SABIX: Aujourd'hui encore, dans sa partie la plus raide, avec le gel, le sentier est glissant en hiver...

Marie-Claire Méry: Oui : je me souviens d'une habitante qui habitait dans le bas du sentier, et qui me disait que très souvent, elle ramassait des gens par terre, parce qu'ils avaient glissé ! C'était très inconfortable comme accès.

Les choses se sont un peu améliorées avec l'escalier¹, mais il est quand même très insuffisant, et c'est seulement cette année, en 2019, que l'on entreprend des travaux significatifs d'amélioration de ce sentier.

Fig. 26 : « Le Sport », dessin humoristique de l'époque

SABIX: Autre point important pour les associations locales comme *Terre & Cité* : la vocation agricole du plateau de Saclay...

Marie-Claire Méry: Oui : toutes les associations, créées à peu près à la même époque, se sont réunies en UASPS (Union des associations de sauvegarde du plateau de Saclay) et ont très tôt demandé la

sauvegarde des terres agricoles, recon-
nues par tous comme les plus riches de France (voire au-delà...). Elles allaient déjà être consommées par l'École polytechnique, puis par d'autres projets qui n'ont vu le jour qu'au cours des dix dernières années, mais aussi par des logements destinés aux personnels de l'École et à quelques permanents.

Certains de ces projets d'immeubles ont d'ailleurs été refusés par Aéroports de Paris, car ils étaient trop hauts, à proximité de la balise radar d'approche d'Orly [Ndlr : située à proximité de la ferme des Granges], qui vient d'être déplacée.

Grâce à l'action des associations, et pas seulement à celle des élus, nous avons pu obtenir dans la loi du Grand Paris du 3 juin 2010 la création de quelque chose d'unique en France, à savoir la ZPNAF (Zone de protection naturelle agricole et forestière), qui a pour effet de rendre non urbanisables une partie des espaces naturels et agricoles du plateau de Saclay.

SABIX: Parmi ces associations, le GRAAL, que vous présidez aujourd'hui...

Marie-Claire Méry: Oui : le Groupe de réflexion, d'action et d'animation de Lozère, créé en 1979, s'est engagé, avec d'autres associations de défense de l'environnement des communes voisines et du plateau, pour la préservation des terres agricoles et des zones naturelles.

Après concertation, le Schéma de développement territorial a adopté en 2012 le principe d'un sanctuaire protégé, qui a fait l'objet en décembre 2013 d'un décret en délimitant précisément les surfaces : environ 2 500 hectares consacrés exclusivement aux activités agricoles, et 1 600 hectares composés de forêts, cours d'eau, espaces naturels et rigoles.

1. Le dessin figurant ci-dessus est tiré de Marc Aymes, « Palaiseau : mythologie des lieux », *Universités et Grandes écoles à Paris*, Paris, A.A.V.P., 1999, 222 p., p. 209-212.

***SABIX:** Autre motif déjà ancien de mobilisation associative locale: la sauvegarde et la réhabilitation du réseau de rigoles créé au XVIII^e siècle sur le plateau de Saclay pour collecter l'eau et l'acheminer jusqu'au château de Versailles, telle que la rigole de Corbeville, dont la continuité a été interrompue par le tracé de la RN 118...*

Marie-Claire Méry:...Interrompue par les travaux de construction de l'École polytechnique, car la naissance de la rigole de Corbeville se situe juste au sud de l'emprise de l'X, au droit de Lozère. C'est là le point haut du réseau des rigoles, avec une partie qui va vers l'Ouest, la rigole de Corbeville, et une partie vers l'Est, qui longe le bord du plateau et rejoint au Nord, en traversant le nouveau quartier Camille Claudel, la rigole des Granges, dont une partie a été restaurée et réaménagée.

***SABIX:** Grâce à l'action de l'ADER...*

Marie-Claire Méry: Oui, il existe un syndicat qui gère ces rigoles: le Syndicat de l'Yvette et de la Bièvre (SYB) [Ndlr: dissout le 1er janvier 2020], et puis une association s'est créée il y a une quinzaine d'années, l'ADER (Association de défense des étangs et rigoles du plateau de Saclay), dont l'objet est de réhabiliter ce réseau, de valoriser et de faire découvrir ce patrimoine exceptionnel à travers de nombreuses visites organisées.

Son ambition est aujourd'hui d'essayer de réhabiliter le réseau des étangs et rigoles dans sa fonction première d'alimentation des fontaines du parc du château de Versailles. C'est un objectif ambitieux, puisque cela suppose la restauration de nombreux ouvrages d'art.

***SABIX:** ... il s'agit en effet de restaurer tout le réseau conçu sous Louis XIV par l'architecte Thomas Gobert, que l'on pourrait considérer comme « le premier ingénieur du plateau de Saclay ».*

(Entretien réalisé le 1^{er} juillet 2019)

*Regard d'une polytechnicienne palaisienne :
Diane Dessalles-Martin (X76)*

Fig. 27 : Diane Dessalles-Martin
© SABIX 2019 (D. D.-M.)

Diane Dessalles-Martin, polytechnicienne de la promotion 1976, a donc vécu de l'intérieur le transfert de l'École à Palaiseau. Elle présente en outre la particularité d'avoir par la suite élu domicile à Palaiseau, où elle habite avec sa famille depuis 1989. Son témoignage est de ce fait intéressant à double titre, car peu de polytechniciens ont fait ce choix à l'époque.

SABIX : *Vous êtes de la promotion 1976 : avez-vous des souvenirs de vos années de « prépa » (au lycée Henri IV) ?*

Diane Dessalles-Martin : L'École polytechnique était encore sur la Montagne Sainte-Geneviève.

Je passais quotidiennement devant cette prestigieuse École, sans me douter qu'un jour j'y serais admise. Un rêve que je considérais, à vrai dire, inaccessible.

Au lycée Henri IV, certaines salles de classe ont pour vis-à-vis l'École polytechnique sur la Montagne.

Le cours de dessin industriel du lundi soir avait lieu dans une de ces salles. La fin du cours était à 18h00, et je me souviens que c'était le clairon de l'autre côté de la rue qui donnait le signal du départ. C'était une façon originale de clore la journée !

SABIX : *...et de vos premières impressions à votre arrivée à Palaiseau ?*

Diane Dessalles-Martin : Pour le concours d'entrée, l'épreuve d'athlétisme se déroulait à Palaiseau : première découverte. Se familiariser avec le RER, un très

beau stade tout neuf, courir (finalement pas très vite), il faisait trop chaud !

Après une année de service militaire, nous avons étrenné de nouveaux caserts¹, en demi-lune.

Chacun disposait d'une chambre individuelle. Les filles étaient un peu plus privilégiées que les garçons, pour ce qui concerne les sanitaires : une salle de bain contigüe à se partager entre deux chambres. Alors que les garçons avaient une salle de douches commune à l'étage.

La promotion 1975 était déjà sur les lieux depuis un an. Il n'y avait plus de clairon.

J'aimais la nature, on avait de l'espace, les équipements sportifs étaient à portée de main.

En fait, ayant grandi dans une ville moyenne, la nature étant proche, je me sentais à l'aise dans cet environnement. L'ambiance était studieuse et conviviale. Je m'y suis fait des amis et des amies. J'en fréquente encore certains aujourd'hui.

En 1976, notre École était nouvelle dans le paysage régional. Non loin de Palaiseau, il y avait le quartier des grands ensembles de Massy. La KES des élèves² avait un

1. [Ndlr : casernements, en argot polytechnicien].

2. [Ndlr : bureau des élèves, en argot polytechnicien].

binet³, l'ASK, dont le projet était de mener des actions sociales. Dans le cadre de ce binet, avec quelques camarades, nous allions chaque jeudi dans un collège d'un grand ensemble pour animer des ateliers de mathématiques. J'ai ainsi pu aider une jeune élève qui désirait passer le brevet en « candidate libre ». Elle était volontaire, engagée, ce fut un moment de partage et un vrai plaisir.

SABIX : *Quelle était l'ambiance au sein de l'École à cette époque ?*

Diane Dessalles-Martin : Au moment de son déménagement, l'École polytechnique existait depuis plus de 180 ans. C'est dire que les générations de polytechniciens avaient eu le temps de se forger une culture soudée et se transmettaient leurs traditions d'une promotion à l'autre. Le transfert de la montagne Sainte-Geneviève à Palaiseau a créé une coupure. Les promotions 1974 et 1975 ne se sont pas rencontrées, ce qui fait que les « traditions » tant vénérées par certains ne se sont pas transmises. Ces premières années à Palaiseau ont connu une ambiance vraisemblablement moins colorée que dans l'ancienne école. Il y a quand même eu un mouvement de grève pour une sombre histoire d'uniforme mal ajusté, des mots déplacés et un camarade qui a été mis aux arrêts.

Depuis quelques années, je sais qu'il y a une remise au goût du jour de certaines « traditions ». Alors que certaines d'entre elles sont sympathiques, comme la cérémonie de la remise du bicorné par exemple, je sais que certaines sont assez potaches et pas toujours de bon goût, à vrai dire !

Le 14 juillet 1978, un drame s'est produit sur le campus. Je veux rappeler à notre mémoire notre camarade de promotion Nathalie Le Cam (X1976). Ce matin du 14 juillet, elle a participé avec nous au défilé militaire sur les Champs-Élysées. L'après-midi, elle a été assassinée sur le campus, près des caserts, par un amoureux éconduit. Je tiens absolument à mentionner cet événement douloureux qui a touché notre promotion. Ces « drames passionnels » ne sont considérés que depuis récemment pour ce qu'ils sont : des assassinats. Les féminicides touchent toutes les strates de la société. L'X n'a pas été épargnée.

SABIX : *Quelques années plus tard, après votre formation à l'X, puis au sein de votre école d'application (Télécom Paris), vous êtes revenue vous installer à Palaiseau en 1989...*

Diane Dessalles-Martin : Oui : auparavant, nous logions en coloc à Paris, à quatre camarades de promotion, à une époque où les colocs n'étaient pas bien appréciés par les agences immobilières ! Après quelques pérégrinations, le commencement d'une vie de famille, au gré de déménagements en proche banlieue, même un court séjour aux États-Unis, nous avons voulu, mon mari et moi, agrandir notre logement. Pour cela, il fallait s'éloigner de Paris. Quoi de plus naturel que d'aller prospecter dans une banlieue que nous connaissions déjà, où nous avions été tous deux très heureux. Ce fut donc Palaiseau. Cette année-là, dans l'annuaire de l'X, il y avait quatre Polytechniciens (dont moi-même et mon mari) répertoriés comme habitant à Palaiseau. La liste s'est allongée depuis !

3. [Ndlr : en argot polytechnicien, sorte de club organisé par un groupe d'élèves dans un but particulier].

SABIX: *Trente ans plus tard, quel regard portez-vous en 2019 sur l'évolution de votre cadre de vie à Palaiseau, et quelles y sont vos activités?*

Diane Dessalles-Martin: C'est un environnement qui nous plaît.

Je veux profiter de la présence de notre école et de la création d'un grand campus universitaire.

Je cherche à être active dans les actions polytechniciennes qui ont un lien avec l'École.

Je participe au parrainage d'élèves étrangers: nous avons parrainé successivement deux élèves: un élève roumain et une élève chinoise. Cette dernière est restée longtemps en France, plus d'une dizaine d'années. Après avoir fait une thèse, puis travaillé en France, fondé une famille, elle prévoit de rentrer en Chine dans quelques mois. Je sais qu'elle a été heureuse en France et je suis fière d'y avoir contribué un peu en la recevant chez moi, en lui permettant de s'aventurer en dehors du campus et en lui faisant découvrir la vie de la famille française que nous formons. Je me porte volontaire pour être jury de soutenance pour les étudiants qui présentent leur stage de formation humaine (le service militaire s'est élargi avec des possibilités de stage ayant des liens avec la communauté civile) ou les stages en entreprise entre la 2^e et la 3^e année.

Pour participer à la vie du campus, il faut se tenir au courant: il y a les journées portes ouvertes, la fête de la science, les magnans de promo.

Je ne veux pas rater les soirées musicales dans l'amphi Poincaré. Ce sont les concerts donnés par l'orchestre du Plateau de Saclay. Les musiciens sont des élèves des différentes écoles du Plateau.

Je veux promouvoir la place des femmes dans notre école: je fais partie du groupe « polytechnique au féminin » de l'AX et

j'en ai été présidente pendant quelques années.

SABIX: *C'est là une cause qui vous tient à cœur...*

Diane Dessalles-Martin: Il est important de donner de la visibilité aux femmes scientifiques.

Cela nécessite une attention de tous les instants, pour que la flamme ne vacille pas. Une piste consiste à mettre en valeur les noms de femmes scientifiques à l'occasion de la construction de nouveaux quartiers dans la commune et la création du campus universitaire.

Parmi celles-ci, nous trouvons deux polytechniciennes, malheureusement décédées, mais qui ont marqué leur temps. Les anciennes élèves de l'École polytechnique se sont mobilisées pour mettre en avant leurs noms:

– Caroline Aigle (X94), qui a été la première femme pilote de chasse à être affectée au sein d'un escadron de combat de l'Armée de l'air, a donné son nom au nouveau groupe scolaire qui s'est implanté dans l'éco-quartier Camille Claudel de Palaiseau.

Fig. 28: Caroline Aigle
© Gala.fr 2007

SABIX: *...la deuxième faisait partie de votre promotion (1976)?*

Diane Dessalles-Martin: Oui: on retrouve aussi le nom de ma camarade de promotion Rose Dieng-Kuntz sur une place du nouveau quartier. Rose était sénégalaise. Elle a été la première femme africaine à intégrer l'X. Rose a été directrice de recherche à l'INRIA du temps des débuts de l'Intelligence artificielle, en avance sur son époque.

Fig. 29 : Rose Dieng-Kuntz
© Senjob.com 2018

En 2005, elle a reçu le prix Irène Joliot-Curie. Après ses études à l'X, elle a choisi Télécom Paris comme école d'application. Quoi de plus évocateur que de saluer sa mémoire en donnant son nom à une place qui relie l'École polytechnique et IMT-Télécom Paris, qui s'installe en octobre 2019 sur le campus. Un amphi dans les tout nouveaux bâtiments de IMT-Télécom Paris porte aussi son nom.

SABIX : *En guise de conclusion, un mot de la Palaisienne que vous êtes devenue aujourd'hui sur le développement du cluster scientifique sur le plateau ?*

Diane Dessalles-Martin : Il se passe beaucoup de choses en ce moment sur le plateau de Saclay.

Plusieurs écoles d'ingénieurs, une École normale supérieure, des structures universitaires, des laboratoires de recherche, des pépinières de *Startups* sont déjà là ou sont sur le point de s'implanter pour constituer un campus scientifique de grande envergure.

C'est un moment unique dont je veux être le témoin. Je suis très curieuse de voir comment ce projet d'immense campus va se développer. En tant que Palaisienne, je souhaite que les échanges entre les habitants de l'agglomération et les acteurs dans les structures universitaires soient fructueux et qu'il y ait une belle osmose entre tous les participants à cette grande aventure.

(Entretien réalisé le 29 novembre 2019)

Les échos du transfert dans la presse locale

Le magazine municipal de Palaiseau, encore rudimentaire à l'époque, se contente de rendre compte au fil des mois des étapes successives du chantier de construction.

Le quotidien *Le Parisien* – édition de l'Essonne n'existant pas encore en 1970, on retrouve très peu de véritables articles parus dans la presse locale au moment de l'enquête d'utilité publique et de la contestation des futurs riverains, ces derniers ayant logiquement privilégié les supports à diffusion nationale pour sensibiliser l'opinion publique et populariser leur mouvement.

Il faut attendre le déménagement intervenu à l'automne 1976 pour trouver un long article³¹ dans *Le Républicain de l'Essonne*, journal à parution hebdomadaire : reprenant visiblement les éléments tirés du dossier de presse, le journaliste vante les conditions idéales offertes par les nouveaux locaux, les vastes espaces verts du campus et les installations sportives de l'École, qui le font s'exclamer :

« De quoi faire rêver plus d'un dirigeant de club ! Bref, c'est un petit joyau qui a été préparé pour les nouveaux « X ». Mais pouvait-on faire moins pour une école aussi prestigieuse ? ».

Fig. 30: « Une » du *Républicain de l'Essonne* en date du 9 septembre 1976.

(Archives *Le Républicain*, Ris-Orangis, photo de l'auteur).

31. L'École polytechnique à Palaiseau : un joyau sur un plateau, article signé Philippe Grosjean dans *Le Républicain de l'Essonne* daté du jeudi 9 septembre 1976 (titre et photo en page 1 renvoyant à un article en page 5).

Un peu plus loin, il ne peut toutefois s’empêcher, après un descriptif détaillé des nombreuses installations sportives, couvertes et en plein-air, de glisser « *Et nous pouvons rêver dans nos communes...* »

L'article se termine par une réponse aux opposants parisiens au transfert, et par une brève citation du général commandant l'École :

« Quant à ce désert agricole sur lequel, d'après les opposants, l'École polytechnique allait s'installer... ce devait être un lapsus! Ne comptons-nous pas, en effet, dans un rayon de 5 km, quelque 150 centres de matière grise regroupant 45 000 cerveaux et représentant un éventail très complet des secteurs industriels comme des disciplines intellectuelles ?

– Nous allons ainsi vers la création d'un super quartier latin scientifique où, à l'horizon 1985, nous trouverons une bonne partie de la matière grise française, affirme le général AUGIER, qui regrette le désistement des autres écoles et craint pour elles une perte de vitesse.

Le Quartier latin à la campagne?.. La capitale sera-t-elle enfin démystifiée, et la province revitalisée? ».

Constat : vu de Palaiseau, et avec cinquante ans de recul, une École restée quelque peu « hors sol »...

Dans le compte rendu d'une réunion de travail de l'ensemble des maires concernés tenue le 31 juillet 1967 à Palaiseau sous la présidence du sous-préfet José Bellec pour examiner le dossier d'acquisition des terrains³², celui-ci annonce la création d'un « Centre d'activité diverses », distinct des locaux des Grandes écoles d'une part, et des zones d'habitat d'autre part.

Ce complexe, dont l'implantation est prévue « sur le territoire de la commune de Vauhallan, au sud de l'abbaye de Limon », devait comprendre les équipements suivants :

- Enseignement : amphithéâtre, salle de conférences, documentation ;
- Sport : stade de compétition, piscine de compétition, gymnases, tennis, basket ;
- Vie universitaire : club, restaurant, cafés, hôtels, expositions ;
- Centre médico-social ;
- Activités diverses : lieux de culte, administration, spectacles ;
- Commerces ;
- Parkings : 1 200 places.

Fig. 31 : article dans Le Républicain de l'Essonne du 9 septembre 1976.
(Archives Le Républicain, Ris-Orangis, photo de l'auteur).

32. Archives départementales de l'Essonne Cote : 1011W/37 Origine : Sous-Préfecture de Palaiseau (Service producteur).

M. HARDY³³ intervient alors et déclare que dans le projet de l'École polytechnique, un Centre équivalent est déjà prévu, et qu'il semble inutile d'en prévoir ailleurs.

Monsieur le Sous-Préfet réplique qu'il n'y a pas d'hôtel de prévu dans le cadre de Polytechnique. »

Le projet ne sera pas réalisé, mais ce document démontre que les promoteurs du transfert avaient conscience de la nécessité de compléter les infrastructures propres aux Grandes écoles par des équipements collectifs et des lieux de vie favorisant les échanges interpersonnels.

Cependant, depuis le transfert de 1976, force est de constater que, s'agissant de l'École polytechnique, la configuration particulière des lieux, objectivement peu propice à des échanges réels et à un investissement des personnels ou des élèves de l'École dans des activités ou structures associatives palaisiennes, est resté jusqu'à ce jour un obstacle insurmontable.

Pour ce qui est des élèves, cela semble somme toute logique, car les promotions successives sont seulement de passage à Palaiseau, qui plus est en alternance avec des périodes ou stages extérieurs à l'École. A leur décharge, il faut reconnaître qu'à à peine plus d'une demi-heure de RER, l'offre de spectacles et de sorties culturelles à Paris est incomparablement supérieure à celle que peut leur proposer Palaiseau.

Une « relation distante »...

Dans son étude précitée publiée en 2004 sur le transfert en banlieue de trois Grandes écoles jusque-là parisiennes³⁴, Christian Hottin met en évidence la « relation distante »

qu'elles entretiennent encore à cette date avec leurs villes d'accueil respectives.

Ayant observé que le vaste dispositif architectural construit à Palaiseau rendait manifeste la rupture avec la configuration traditionnelle des Grandes écoles, il note qu'il les différencie également des modèles anglo-américains, comme des campus édifiés en France à cette époque.

Selon lui, ces derniers « se réduisent à des complexes architecturaux au sein desquels l'éparpillement des édifices renvoie à une simple division disciplinaire, et non à une différenciation des espaces de vie.

En permettant de vivre quasiment en autarcie, nos Grandes écoles se différencient donc nettement de ces installations universitaires. Elles se distinguent pareillement des établissements anglais et américains dans leur rapport à la ville: elles ne réalisent ni le modèle de l'université qui fait corps historiquement avec la cité et s'imbrique étroitement en elle (Oxford et Cambridge constituant le paradigme de ces « ville-universités »), ni celui des « universités-villes » qui forment une cité autonome incluse dans une forme urbaine plus vaste (par exemple Columbia à New York ou l'ULB de Bruxelles en Europe).

Nos écoles cherchent au contraire à entretenir une relation distante avec la ville. [...] Polytechnique n'est accessible que par un long parcours en voiture ou un sentier escarpé. La symbiose entre la ville et le monde des écoles, qui fonctionnait à Paris en dépit de leur architecture « claustrale », n'est plus possible en banlieue, alors même que les architectes souhaitaient favoriser une plus grande convivialité. »

Il serait cependant injuste de ne pas mentionner ici les louables tentatives de l'École de s'ouvrir sur le monde extérieur, et singu-

33. Maire de Palaiseau (soulignements dans le document original).

34. Christian Hottin, *Les délices du campus...* (voir plus haut note 8 en bas de la page 7).

lièrement la population de Palaiseau. C'est notamment le cas à l'occasion d'événements sportifs organisés dans l'enceinte de l'École (Jumping de l'X, tournoi d'escrime, course pédestre des 10 km de l'X, ou, plus récemment, course cyclo-pédestre par équipes *Bike and Run*).

Par ailleurs, chaque année, la Fête de la science est l'occasion pour de nombreux scolaires des environs d'aller rencontrer dans le grand hall des élèves volontaires, qui leur proposent des stands et animations diverses pour les sensibiliser aux métiers scientifiques en participant à des expériences ou à des visites de laboratoires.

Autre rendez-vous annuel, les traditionnelles Journées européennes du patrimoine constituent à la fin du mois de septembre une occasion récurrente pour l'École d'accueillir de nombreux visiteurs, et l'inauguration, le 2 juin 2018, du Mus'X³⁵ devrait permettre d'amplifier encore à l'avenir son ouverture sur le grand public et les scolaires locaux.

Cependant, ces événements sportifs ou animations diverses restent quelque peu autocentrés, et on ne peut guère parler à leur propos d'une véritable interpénétration des deux populations.

Dans l'autre sens, il existe au moins une motivation pour les Palaisiens de « monter à l'X » : profiter des remarquables infrastructures sportives disponibles dans son enceinte, par exemple pour des activités de type aquagym organisées dans la piscine de l'X.

Enfin, il convient de mentionner les initiatives de structures associatives palaisiennes visant à collaborer avec l'X.

C'est ainsi qu'en 2012, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la dispari-

tion d'Edme-François Jomard (1877-1862), la modeste association historique locale « Mémoire de Lozère » que je préside aujourd'hui développa un partenariat fructueux avec l'équipe du Centre de ressources historiques de l'École : une riche exposition organisée dans les locaux de l'École fut visitée par de nombreux Palaisiens, notamment des scolaires, et un colloque international de qualité compléta le programme.³⁶

Il est vrai que la figure d'Edme-François Jomard, polytechnicien de la première promotion en 1794 achetant en 1828 à Lozère une vaste propriété à proximité immédiate de l'endroit où, cent quarante-huit ans plus tard, allait venir s'installer l'École, constituait une opportunité symbolique idéale de rapprocher les deux univers voisins.

Quoi qu'il en soit, l'attribution en septembre 2012 du nom de l'ingénieur géographe qui dirigea la publication de la *Description de l'Égypte* au sentier piétonnier reliant la gare de Lozère à l'École restera une trace concrète et durable de cette collaboration.

Mentionnons enfin l'association lozéroise « En bas des marches », qui accueille régulièrement des élèves étrangers de l'École dans des familles palaisiennes volontaires pour des repas partagés, favorisant ainsi les échanges directs et une meilleure connaissance réciproque des cultures et coutumes des uns et des autres, dans un esprit d'ouverture internationale.

35. [Ndlr: Musée de l'École polytechnique: voir <https://www.polytechnique.edu/fr/musx-musee-ecole-polytechnique>].

36. Cf. *Bulletin SABIX n° 54*, Edme-François Jomard (1777-1862) – Un « Égyptien » à Polytechnique, avril 2014 (*actes du colloque du 5 octobre 2012 « Jomard, le savoir et l'action »*).

Conclusion prospective :
*à la faveur du développement récent du
« cluster » scientifique et des nouveaux
quartiers créés sur le plateau (Camille
Claudel et ZAC Ouest) c'est aujourd'hui
Palaiseau qui monte à la rencontre
de l'X...*

L'appropriation de l'École par les habitants, et symétriquement, l'investissement des élèves et du personnel de l'École dans la vie locale ne pourront qu'être facilités par l'évolution récente et la création de nouveaux quartiers et lieux de vie palaisiens sur le plateau. Cependant, en l'absence de nouvelles infrastructures de transport assurant une véritable continuité territoriale, la séparation physique et la difficulté topographique persistante des « liaisons plateau-vallée » restent jusqu'à ce jour des obstacles non surmontés.

Peu de temps avant l'arrivée à Palaiseau de la première promotion, ce problème sous-jacent avait déjà été identifié par le préfet de l'Essonne Jean-Francis Philippe qui, dans une note en date du 31 janvier 1974³⁷, pointait la nécessité d'urbaniser le plateau de Saclay afin d'y « créer à portée des élèves des grandes écoles un environnement humain acceptable et si possible attractif. »

Dans l'introduction de ce document, il précisait :

« Il s'agit donc de construire une zone d'habitation, non pas pour satisfaire un besoin de logements, mais afin de créer une communauté humaine entre les élèves des grandes écoles et la population qui doit habiter à proximité. C'est une entreprise de caractère exceptionnel qui n'a semble-t-il, aucun précédent. »

Cependant, si ce processus d'osmose entre l'X et Palaiseau finit par aboutir, cela ne sera sans doute pas à court terme, car l'évolution des comportements et des mentalités exige du temps.

Comme le relève l'architecte Christophe Leroy dans un article éclairant³⁸, le cluster de Saclay hésite entre un campus et une ville nouvelle. A ce jour, faute d'une gouvernance clairement assumée, éclatée entre les 27 communes concernées, il ne s'agit encore ni d'une ville ni d'un campus, mais « d'une ville non dite, non décrite et sans nom, une ville virtuelle ».

L'insertion de l'X dans le tissu urbain de Palaiseau, toujours pas réalisée plus de quarante ans après son arrivée en 1976, s'effectuera donc au sein d'un ensemble plus vaste, dont les lieux de vie et les transports restent encore largement insuffisants.

Fig. 32 : vue aérienne du quartier ouest
de Polytechnique : au premier plan les bâtiments
d'EDF-Lab.

© Etablissement Public Paris-Saclay.

37. Archives départementales de l'Essonne, cote 1011W/396 NOTE SUR L'URBANISATION PROJETEE A PROXIMITE DES GRANDES ÉCOLES SUR LE PLATEAU DE SACLAY, Préfecture de l'Essonne (Direction de la Coordination et de l'Action Economique).

38. Christophe Leroy, Saclay : la ville qui n'existe pas, in *Chroniques d'architecture* (article publié le 17 oct. 2017), URL: <https://chroniques-architecture.com/saclay-la-ville-qui-nexiste-pas/>

Pour ce qui est des transports en tout cas, le développement du cluster est actuellement l'occasion d'expérimenter *in situ* de nouveaux modes innovants: en attendant la mise en service à plus grande échelle de véhicules autonomes, un bus navette électrique gratuit entre le centre-ville de Palaiseau et le plateau a été inauguré au printemps 2019, et une

liaison plateau-vallée par téléphérique est à l'étude.

L'achèvement du processus nécessitera encore probablement quelques années, mais cette fois, la greffe semble bien être en train de prendre...

Remerciements

L'auteur tient à remercier les personnes mentionnées au fil du texte, qui ont bien voulu lui ouvrir leurs archives et lui communiquer de précieux documents ou souvenirs en vue de la rédaction du présent article, à savoir:

Madame Pierre Chamaillard (Palaiseau), Madame Simone Herbold et sa fille Madame Roberti (Palaiseau), Madame Marie-Claire Méry (Palaiseau), ainsi que Madame Catherine Pécastaing, des Archives municipales de Palaiseau, Mesdames Véronique Guasco et Natacha Verduzier, des Archives départementales de l'Essonne, sans oublier bien entendu Monsieur Olivier Azzola, du Centre de ressources historiques de l'École polytechnique.

Article « Le transfert vu de Palaiseau »

Table des illustrations

N° illustr.	Page	Légende	Source/crédits
Fig. 1	1	Vue aérienne du chantier de construction de l'École à l'été 1972.	© Archives École polytechnique.
Fig. 2	2	Emplacement des fouilles Inrap de novembre 2013.	© EPPS (Établissement Public Paris-Saclay).
Fig. 3	2	Vue aérienne des fouilles Inrap de novembre 2013.	© EPPS Capt'air.
Fig. 4	3	Gravure montrant le niveau à lunette mis au point par Thomas Gobert.	© ADER 2017.
Fig. 5	4	Page de titre du Traité de Thomas Gobert.	© ADER 2017.
Fig. 6	5	Carte extraite de l'« Atlas des plans de Palaiseau » édité en 1782.	Archives nationales (photo de l'auteur).
Fig. 7	5	Portrait de Christophe Philippe Oberkampf sur fond de motifs de toile de Jouy.	© Les falbalas de mademoiselle Rose.com
Fig. 8	6	Carte postale ancienne des moissons à La Vauve au début du xx ^e siècle 01.	Coll. Bernard Bertet.
Fig. 9	6	Carte postale ancienne des moissons à La Vauve au début du xx ^e siècle 02.	Coll. Bernard Bertet.
Fig. 10	6	Carte postale ancienne des moissons à La Vauve au début du xx ^e siècle 03.	Coll. Bernard Bertet.
Fig. 11	6	Carte postale ancienne des moissons à La Vauve au début du xx ^e siècle 04.	Coll. Bernard Bertet.
Fig. 12	8	Article publié dans Paris Jour des 31 jan-01 fév 1970.	Archives privées Simone Herbold (photo de l'auteur).
Fig. 13	11	Affiche de l'enquête parcellaire.	Archives départementales de l'Essonne (photo de l'auteur).
Fig. 14	12	Plan parcellaire délimitant la zone d'expropriation	Archives départementales de l'Essonne (photo de l'auteur).
Fig. 15	12	Détail du plan parcellaire montrant l'annexion prévue du chemin rural n° 46.	Archives départementales de l'Essonne (photo de l'auteur).
Fig. 16	13	Tract diffusé par l'ADEIRP le 14 janvier 1970.	Archives départementales de l'Essonne (photo de l'auteur).
Fig. 17	14	Tract diffusé par l'ADEIRP en janvier 1970.	Archives privées Pierre Chamaillard (photo de l'auteur).
Fig. 18	15	Note des Renseignements généraux du 23 jan 1970.	Archives départementales de l'Essonne (photo de l'auteur).
Fig. 19	15	Autre tract de l'ADEIRP (janvier 1970).	Archives privées Simone Herbold (photo de l'auteur).

N° illustr.	Page	Légende	Source/crédits
Fig. 20	15	Gilbert Simondon (années 1960).	Archives familiales Simondon.
Fig. 21	18	Raymond Las Vergnas en 1967.	© Revue « Livres de France », Mai 1967/18 ^e année/N° 5.
Fig. 22	19	Plan annoté montrant l'emplacement des propriétés Simondon et Herbold.	Archives départementales de l'Essonne (photo de l'auteur).
Fig. 23	23	Encadré intitulé : « Madame Simone Herbold raconte... » : Portait photo de Simone Herbold	© SABIX 2019 (H. Martin)
Fig. 24	24	Tract diffusé par l'ADEIRP en 1970 (ogre en bicornes)	Archives privées Pierre Chamaillard (photo de l'auteur).
Fig. 25	25	Encadré intitulé : « Souvenirs d'une scientifique habitant Lozère ayant vécu l'arrivée de l'X : Marie-Claire Méry » : portait photo de Marie-Claire Méry	© SABIX 2019 (H. Martin)
Fig. 26	27	Dessin humoristique « Le Sport » (escalier du sentier)	© Marc Aymes 1999
Fig. 27	29	Encadré intitulé : « Regard d'une polytechnicienne palaisienne : Diane Dessalles-Martin (X76) » : portrait photo de Diane Dessalles-Martin	© SABIX 2019 (D. Dessalles-Martin)
Fig. 28	31	Portrait photo de Caroline Aigle	© Gala.fr 2007
Fig. 29	31	Portrait photo de Rose Dieng-Kuntz	© Senjob.com 2018
Fig. 30	32	« Une » du Républicain de l'Essonne en date du 9 septembre 1976.	Archives Le Républicain, Ris-Orangis, photo de l'auteur.
Fig. 31	33	Article dans Le Républicain de l'Essonne en date du 9 septembre 1976.	Archives Le Républicain, Ris-Orangis, photo de l'auteur.
Fig. 32	37	Vue aérienne du quartier ouest de Polytechnique : au premier plan, les bâtiments d'EDF - Lab.	© EPPS.
Fig. 33	38	Dévoilement du nom et de la marque du nouveau pôle d'établissements d'enseignement, le 7 février 2019.	© École polytechnique (J. Barande).